
Chambre des Représentants.

SESSION DE 1920-1921

Proposition de loi

apportant certaines modifications aux lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE SPÉCIALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

M. Hallet et ses amis ont déposé le 25 février 1921 sur le bureau de la Chambre une proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920 établissant l'impôt sur le revenu.

Les textes nouveaux proposés par M. Hallet et ses collègues sont nombreux; s'ils étaient adoptés le système d'impôts existant serait profondément bouleversé.

M. Hallet demande d'alléger certaines charges qui sont imposées aux bénéficiaires de revenus peu importants; il supprime aussi la taxe forfaitaire de 12 francs due par le contribuable qui est exonéré totalement ou partiellement du paiement de la taxe professionnelle; d'autre part il renforce de nombreuses prescriptions de la loi d'impôt soit pour couvrir le déficit qui résulterait du vote d'un de ses amendements, soit pour faire rendre à la loi d'impôt des résultats plus importants que ceux qui sont prévus au budget.

M. Hallet a résumé exactement le but que les co-signataires de sa proposition et lui-même se sont efforcés d'atteindre quand il a écrit dans ses

(1) Proposition de loi, n° 126.

a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Economies: MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermaus;

b) Six membres nommés par les Sections: MM. Masson, Van Cauwenbergh, Braun, Brifaut, Cousot et Hallet.

développements : ... aux « termes actuels de la loi... les petits sont très » frappés, tandis que les gros ne le sont pas assez ».

« Nous sommes d'avis que la loi doit absolument être améliorée, de telle » sorte que le minimum d'existence soit tout à fait sauvegardé et que, » d'autre part, l'on impose davantage les citoyens ayant des revenus » importants. »

L'examen de la proposition de loi de M. Hallet fut confiée par la Chambre à la Commission permanente des finances, des budgets et des économies, constituée en Commission spéciale par adjonction des membres de la Section Centrale chargée de l'examen du projet de loi créant de nouvelles ressources fiscales (Document parlementaire n° de la session 1920-1921).

Votre Commission spéciale n'a abordé l'examen de la proposition de M. Hallet qu'après avoir terminé celui du projet de loi créant de nouvelles ressources fiscales. La majorité des membres de cette Commission jugeaient qu'il n'était pas opportun de modifier le système d'impôts établi par les lois coordonnées des lois du 20 octobre 1919 et du 3 août 1920 au moment où la première perception de ces impôts était en cours et donnait lieu à toutes les difficultés résultant de l'application de principes nouveaux. Cependant, elle n'a pas non plus systématiquement rejeté toutes les dispositions de la proposition de M. Hallet, parce qu'elle croit que ses décisions et ses concessions sur certaines dispositions pourraient faciliter l'examen du projet de loi créant des ressources nouvelles, dont quelques parties sont discutées et qui n'ont point recueilli jusqu'ici l'adhésion de toutes les fractions de la Chambre.

Cela explique pourquoi le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter au nom de la Commission spéciale ne contient pas d'observations générales et qu'il se borne à l'exposé des considérations qui ont justifié le vote émis sur chacun des divers articles dont se compose la proposition de M. Hallet.

I.

Rédaction d'un bordereau lors de la présentation de coupons, etc., à l'encaissement. (Art. 23 du texte coordonné).

Comme la Chambre s'en souviendra, la production d'un bordereau avait été prévue dans le projet de loi déposé par le Gouvernement en 1919.

M. Hallet propose de revenir à ce système qu'il juge constituer le seul moyen efficace d'empêcher la fraude.

Sa proposition n'a pas été admise.

Les considérations suivantes ont dicté l'attitude des membres de la majorité de la Commission.

A deux reprises déjà la proposition relative au bordereau obligatoire a été repoussée par la législature.

Il a été objecté que l'application de cette mesure entraînerait des difficultés, qui pour ne pas être insurmontables constituerait une entrave aux affaires et aux transactions sans apporter les résultats qu'on en escompte. Depuis lors,

un fait nouveau est venu confirmer cette opinion : le projet de loi relatif à la dépossession des titres au porteur visait les titres émis par l'État, les Provinces et les Communes. Son application entraînait nécessairement la formalité du bordereau. Or, les observations de la Trésorerie ont démontré qu'une telle mesure était de nature à créer un préjudice supérieur au bénéfice de l'opération. Le Sénat a renvoyé la loi à raison de cette considération et la Chambre, à l'unanimité s'est inclinée devant cette situation de fait. Ajouterons-nous que la France, où le contrôle fiscal est bien plus renforcé, a renoncé à appliquer le bordereau. Le fisc ne manque d'ailleurs pas des armes nécessaires pour constater le cas échéant les fraudes.

II.

Choix de la commune dont le chiffre de population détermine le montant des revenus non soumis à la taxe professionnelle. (Art. 25, al. 6.)

La détermination du revenu qui n'est pas soumis à la taxe professionnelle pour permettre la jouissance d'un minimum d'existence est réglée par plusieurs dispositions de la loi coordonnée.

L'article 25, alinéa 6, stipule notamment que ce minimum de revenu est établi d'après la population de la commune où le contribuable exerce sa profession.

M. Hallet fait remarquer que cette disposition lèse le contribuable chaque fois qu'il a son domicile dans une commune plus peuplée que celle où il exerce sa profession. La portion de son revenu qui est alors exonérée est inférieure à celle dont bénéficient ses compagnons de travail qui exercent leur profession dans la commune même où ils résident; d'autre part, ce contribuable supporte toutes les charges résultant de la résidence dans un centre peuplé; en outre, il s'impose des frais de déplacement.

Pour éviter qu'il en soit encore ainsi à l'avenir, M. Hallet propose de compléter le texte de l'alinéa 6 de l'article 25.

Cet alinéa serait donc rédigé comme suit :

« Pour la taxe professionnelle, le minimum d'exemption est déterminé eu »
 » égard à la population de la commune où la profession est exercée *pour le*
 » cas où la population de cette commune est plus élevée que celle du domicile. »

L'amendement suggéré par M. Hallet a été accueilli par votre Commission spéciale qui vous en propose le vote.

C'est déjà dans ce sens d'ailleurs que la loi est appliquée; aucune difficulté d'ordre pratique n'est donc à craindre.

III.

Suppression de la taxe forfaitaire imposée aux contribuables exonérés totalement ou partiellement de la taxe professionnelle (art. 25, al. 7).

Le revenu professionnel dont un contribuable jouit est donc, aux termes des articles 25 et 41 combinés de la loi, plus ou moins exonéré suivant l'im-

portance de la commune où le contribuable soit réside, soit exerce sa profession. L'exemption n'est cependant pas complète : pour les revenus qui sont totalement ou partiellement exemptés il est annuellement payé une taxe forfaitaire de 12 francs.

M. Hallet et les co-signataires de sa proposition demandent qu'il soit apporté une double modification à cet ensemble de dispositions.

La première de ces modifications se rattache aussi à l'article 25 des lois coordonnées; M. Hallet demande la suppression du dernier alinéa de l'article qui établit précisément la taxe forfaitaire. Il justifie son opinion en disant que le législateur de 1920, en établissant ce forfait, alors qu'il n'assujétissait pas à l'impôt tout ou partie du revenu professionnel, n'a pas en réalité exonéré le minimum d'existence, mais établi un impôt mitigé. D'autres membres de la Commission, partageant les idées de M. Hallet, ont cependant admis qu'actuellement tout citoyen doit en principe participer au paiement des impôts mais ils ont ajouté que le versement d'une somme de 12 francs dépasse les forces de nombreux contribuables, qui ne peuvent payer que si le bureau de bienfaisance les assiste.

La majorité des membres de Votre Commission, considérant qu'en principe une catégorie entière de contribuables ne peut être exempté totalement du paiement de l'impôt; que le paiement de la taxe forfaitaire représente un sacrifice pécuniaire maximum de 1 franc par mois; que de nouvelles exemptions d'impôt seront proposées en faveur des familles nombreuses, ne s'est pas ralliée à l'amendement de M. Hallet.

Il est à remarquer du reste que, comme antérieurement, l'impôt n'est pas exigé des indigents.

IV.

Fixation forfaitaire du revenu provenant des exploitations agricoles.

Le revenu produit par les exploitations agricoles a été, en 1919, forfaitairement fixé, après de vives discussions, au double du revenu cadastral tel que ce revenu est établi par l'article 5 des lois coordonnées.

M. Hallet a soutenu que cette disposition avantage injustement les dirigeants des exploitations agricoles dont les bénéfices doivent être considérables eu égard aux prix des denrées; il a donc proposé de fixer le forfait au quadruple du revenu cadastral, et d'amender en ce sens l'alinéa final du § 2 de l'article 27.

La discussion à laquelle l'amendement de M. Hallet a donné lieu a démontré qu'il était inopportun de modifier le taux du forfait.

Votre Commission s'est ralliée à cette solution. Dans certaines parties du pays, le revenu cadastral établi par l'administration est supérieur au revenu réel; donc tous les contribuables intéressés ne sont pas également taxés, et la majoration du forfait léserait un grand nombre d'entre eux. D'autre part, il est revenu à votre Commission que l'administration étudierait, avec le concours des intéressés, un système d'évaluation des bénéfices agricoles; il y a lieu d'attendre, avant de décider, le résultat de cette étude étant donné le fait surtout qu'il n'existe pas une base uniforme de taxation pour le pays entier.

V.

*Droit pour un débiteur de revenus de retenir sur le revenu
le montant de la taxe professionnelle.*

L'article 25, 2° de la loi coordonnée stipule que sont frappés de la taxe professionnelle : les rémunérations diverses des fonctionnaires et employés publics ou privés, les salaires, les pensions et certaines rentes viagères.

L'article 51, § 3, ajoute : que sont redevables de la taxe les citoyens qui sont débiteurs des revenus indiqués ci-dessus et décide que le redevable a le droit de retenir sur le revenu le montant de la taxe.

M. Hallet a soutenu que le maintien de ces dispositions ne se justifiait pas, que l'ouvrier et l'employé ne pouvaient être soupçonnés de ne pas vouloir payer l'impôt, que donc la retenue sur le traitement ou le salaire constituait une précaution humiliante et injustifiée. Il jugeait que l'employé et l'ouvrier devaient être traités comme tout autre contribuable; qu'ils étaient libres comme ce dernier de payer la taxe au moment qu'ils choisissaient pourvu qu'ils observaient les délais légaux; que la retenue préalable ne se légitimait que si le non-paiement de la taxe en-deans les délais légaux était notifié par le receveur des contributions au débiteur du revenu.

L'amendement déposé par M. Hallet n'a pas été admis par votre Commission.

Celle-ci n'a pas voulu recommencer la discussion qui s'est engagée en 1919 et en 1920, parce qu'elle a jugé qu'il était impossible d'imposer aux receveurs des contributions déjà trop occupés par l'application des lois nouvelles d'impôts, la charge d'aviser tous les patrons dont les ouvriers ou les employés n'auraient pas payé leurs taxes, alors surtout qu'au moment de l'envoi de cet avis il faudrait peut-être rechercher encore qui serait le patron du contribuable en défaut.

Depuis plusieurs mois la retenue de la taxe s'opère sans difficultés et elle est appliquée non seulement aux ouvriers mais aussi aux magistrats, aux officiers, aux fonctionnaires, aux employés publics et privés, etc.

VI.

Détermination du taux des impôts cédulaires.

M. Hallet et les cosignataires de sa proposition ont proposé des majorations considérables du taux de ces impôts.

Ceux des membres de la Section centrale qui étaient partisans de la proposition de M. Hallet ont fait valoir que les besoins du pays étaient hors de proportion avec le rendement possible des nouveaux impôts; que la charge imposée aux contribuables belges était inférieure à celle que supportaient ceux des pays voisins; que les dégrèvements qu'ils espéraient voir accueillir nécessitaient des majorations d'impôts atteignant davantage les citoyens ayant des revenus importants. Mais ces membres ont surtout insisté sur la considération qu'ils combattaient la taxe de transmission proposée par le Gouvernement parce qu'elle était un impôt de consommation; qu'ils voulaient assurer au pays les ressources qui lui manqueraient si cet impôt était rejeté par la Chambre. Ils ajoutaient cependant que si une majoration du

taux des impôts cédulaires et de la supertaxe n'était pas formellement repoussée il y aurait des chances de voir, sinon abandonner, tout au moins s'atténuer l'opposition irréductible qui existait dans certains milieux au vote de la taxe de transmission.

De très nombreux membres de votre Commission ont combattu les majorations proposées. Ils estimaient que l'initiative de proposer des majorations devait être laissée au Gouvernement qui avait la responsabilité de la situation financière et qui devait en tous cas conserver le moyen de couvrir le déficit probable des budgets futurs. Certains d'entre eux jugeaient qu'une augmentation de la contribution foncière était impossible parce que trop souvent le revenu cadastral dépassait le revenu réel. D'autres signalaient l'impossibilité pratique d'augmenter la taxe mobilière en général sans provoquer une hausse du loyer de l'argent. Presque tous ont insisté sur le fait que l'autorisation qui serait probablement donnée aux communes de frapper des additionnels finirait par absorber au profit de la collectivité une part trop considérable de tout revenu.

La discussion générale ayant amené M. Hallet à formuler des propositions nouvelles qui auraient pu rallier une majorité au sein de Votre Commission et mieux préparer la discussion concernant la taxe de transmission. Les décisions suivantes ont été prise par Votre Commission :

Contribution foncière.

A l'article 33, M. Hallet a renoncé à la majoration de 10 p. c. qu'il suggérait et proposé une majoration de 5 p. c. dont seul l'État bénéficierait ; celui-ci disposerait ainsi d'une recette supplémentaire de 75 millions.

La proposition fut rejetée par 9 voix contre 3 ; il a semblé à la majorité que par suite de l'évaluation exagérée qui était faite du revenu cadastral, l'impôt payé atteignait déjà 15 p. c. du revenu réel. D'autres membres ont signalé ici une fois pour toutes qu'ils refusaient une majoration d'impôt proposée pour permettre l'exonération totale de l'impôt de certaines classes de citoyens.

Taxe mobilière.

L'augmentation générale de 10 p. c. proposée par M. Hallet au § 1 de l'article 33 fut combattue pour les raisons suivantes : un prélèvement plus élevé sur les coupons d'actions abaissera la valeur des titres, valeur qui est en fonction des revenus. Or, souvent les actions sont données en gage ; — le public voulant obtenir pour son capital un intérêt déterminé, frapper plus fort le coupon d'obligation aboutira à une majoration du loyer de l'argent ; — certains fonds publics sont exempts de la taxe ; — la taxe doit être maintenue à 2 p. c. pour les revenus visés au § 2 de l'article 34 ; — bref, si l'on consulte le tableau des revenus mobiliers imposables joint par M. Houtart à la page 5 de son rapport sur le budget des voies et moyens (*Doc. parl.* 1920-1921, n° 408), on constate que l'augmentation générale est impossible.

Ces considérations ont amené M. Hallet à substituer le texte suivant à celui qu'il avait déposé d'abord :

Ajouter à l'article 34, § 1^{er}, un alinéa 2 rédigé comme suit :

La taxe est augmentée de 2 p. c. au profit de l'État pour les revenus d'actions et d'obligations dans les sociétés belges par actions et pour les intérêts du capital investi dans les entreprises industrielles et agricoles exploitées autrement que par des sociétés par actions.

Ce texte fut rejeté par 6 voix contre 6.

Taxe professionnelle.

Au texte primitivement déposé par lui, M. Hallet a substitué le texte suivant qui aurait remplacé le § 2 de l'article 35.

« Le taux, y compris les parts des provinces et des communes, est fixé à » 2 p. c. pour la première tranche et augmente graduellement d'un pour » cent pour chaque nouvelle tranche jusqu'au revenu de 21,000 francs com- » pris. Au delà de ce chiffre l'augmentation sera de *un demi pour cent* » pour chaque nouvelle tranche sans pouvoir dépasser *vingt pour cent*. »

Votre Commission a discuté en même temps la majoration du taux de la supertaxe et la majoration du taux de la taxe professionnelle.

Les membres de la Commission partisans d'une majoration ont justifié leur opinion en faisant valoir que l'augmentation de la taxe pour les contribuables possesseurs de grosses fortunes établissait une égalité plus complète entre la charge imposée aux diverses catégories de contribuables ; — qu'ils frappaient exclusivement les dernières tranches des revenus les plus importants, celles-ci étant en général consacrées à l'acquisition de ce qui, en langage courant, est qualifié de superflu ; — qu'un revenu encaissé sans avoir donné lieu à une prestation de travail pouvait être plus frappé que celui qui était la rémunération de tout effort quelconque dont la collectivité bénéficiait.

Les autres membres de la Commission ont fait valoir que le montant de la taxe avait déjà été majoré depuis le premier vote de la loi en 1919 ; qu'il leur était impossible d'admettre des majorations annuelles de ce montant, parce qu'en agissant ainsi on pouvait aboutir à la perception de la totalité de certains revenus ; que ne pas donner au contribuable la garantie qu'il pourra librement disposer d'une partie de ses revenus, surtout d'une augmentation de revenus, supprimera chez lui tout désir d'épargne, tout effort en vue de l'augmentation de son capital. Ils ajoutaient qu'une détermination suffisamment précise des charges grevant la fortune empêcherait seule la fraude et garantirait un bon rendement de l'impôt. Ils signalaient enfin l'importance actuelle de certains impôts, un revenu de 170,000 francs payant 23,850 francs de supertaxe et un revenu de 300,000 francs, 62,850 francs, indépendamment des impôts cédulaires qui atteignent généralement 10 p. c.

Le texte proposé par M. Hallet fut repoussé par 9 voix contre 3.

Taxe professionnelle des sociétés.

Pour des motifs analogues à ceux développés ci-dessus, les majorations proposées ont été repoussées par 9 voix contre 3.

VII.*Exonération de la taxe professionnelle et de la supertaxe (art. 41).*

M. Hallet, comme je l'ai exposé au § III de ce rapport, voulait garantir la complète jouissance du revenu jugé nécessaire à un minimum d'existence par une double série de modifications apportées aux textes des lois coordonnées.

La première série a été exposée ci-dessus; l'examen de la seconde série trouve ici sa place.

Du texte combiné des articles 25 et 41 des lois coordonnées, il résulte que suivant l'importance de la population des communes habitées par les contribuables, les minima de revenus exonérés s'élèvent de 1,800 à 3,000 fr.

M. Hallet a proposé d'augmenter ces minima et de les faire varier de 4,000 à 6,000 francs.

M. Hallet justifiait son opinion en faisant remarquer que la loi de 1920 n'a pas comblé la lacune qui existait dans la loi de 1919. Celle-ci n'exonérait les revenus inférieurs à 6,000 francs que du seul paiement de la supertaxe. Or, la loi de 1920 n'a admis un dégrèvement de la taxe professionnelle et de la supertaxe que pour les revenus inférieurs à 3,000 francs, tandis qu'un minimum de 6,000 francs est, par exemple, toujours nécessaire pour assurer le minimum d'existence d'une famille de quatre personnes dans une ville de plus de 60,000 habitants. Il renforçait son argumentation en faisant remarquer que des arrêtés Royaux, par application des dispositions du § 3, alinéa 2 de l'article 41, ont rangé des communes dans une catégorie supérieure à celle de leur population.

La majorité des membres de la Commission ont rejeté l'amendement défendu par M. Hallet. Leur décision est basée sur les considérations suivantes :

1° L'impossibilité de déterminer déjà quel est le coût normal de la vie exige, que le montant du minimum d'existence soit légalement fixé assez bas, afin d'éviter, si ce minimum était élevé, une revision de la loi chaque fois que le coût de la vie diminuera; cela d'autant plus que la classification des communes peut être modifiée par arrêté Royal.

2° La Commission ayant été unanime pour admettre, en faveur des familles nombreuses, une modification du texte de l'article 42 des lois coordonnées.

La discussion sur cette modification est résumée ci-après.

L'article 42 est conçu comme suit :

« Pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable » au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, le minimum exempté en vertu » de l'article 41 est augmenté d'une dixième.

» Cet accroissement est doublé pour la femme et pour chaque enfant âgé de plus de 8 ans à la date précitée.

» Si le contribuable est veuf ou veuve cet accroissement est augmenté de moitié par personne à sa charge.

Or, votre Commission estime que les exemptions prévues sont insuffisantes quand on les compare à celles dont jouit personnellement le chef de famille même s'il n'a aucune charge de ménage. Elle ne comprend surtout pas que l'accroissement soit seulement augmenté quand l'enfant a dépassé l'âge de 8 ans; l'enfant âgé de moins de 8 ans fréquente déjà l'école; même avant qu'il ne le fasse, sa nourriture et son entretien ne peuvent se solder par une dépense minime. En tous cas une exonération très importante pour les charges de famille semble d'autant plus indispensable à mesure que le vote d'un impôt de transmission devient probable. Votre Commission propose donc :

1° De remplacer à l'alinéa 1 de l'article 41 le dixième par le cinquième;

2° De supprimer l'alinéa 2 du même article.

Le revenu professionnel qui serait exonéré pour une famille composée du père, de la mère et de deux enfants s'élèverait donc à 2,880 francs (1,800 + 360 + 2 × 360) si la famille réside dans une commune de moins de 5,000 habitants, à 4,800 francs (3,000 + 600 + 2 × 600) si elle réside dans une commune de plus de 60,000 habitants.

Pour apprécier à sa juste valeur l'importance de ces exonérations qui seraient consenties à l'avenir, il importe de ne pas oublier que le montant du revenu sur lequel la taxe sera calculée n'est pas le revenu brut, mais le revenu fiscal net, c'est-à-dire le revenu encaissé diminué, par application de l'article 25, § 3, des lois coordonnées, d'un dixième pour charges professionnelles.

En fait donc, 4,800 francs correspondront à 5,400 francs environ et 2,800 à 3,100 francs.

VIII.

Détermination du taux de la supertaxe.

La majoration du taux proposé par M. Hallet a été repoussée par votre Commission par 9 voix contre 3 pour les motifs exposés ci-dessus.

IX.

Établissement de la supertaxe.

Le texte par lequel M. Hallet proposait de compléter celui de l'article 49 de la loi a été retiré par son auteur.

X.

Droits et privilèges du Trésor en matière de recouvrements.

L'article 74 stipule notamment : « en cas de non paiement de taxes, du » chef d'absence de déclaration ou de déclaration fautive, inexacte ou incom-

» plète, l'impôt éludé pourra être réclamé ou rappelé pendant cinq années à partir du 1 janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.....

M. Hallet, tenant compte surtout du fait que le travail qui résulte pour les agents de l'Administration de l'application de la législation nouvelle, ne leur permettra point un contrôle immédiat ou même prochain des déclarations qui sont actuellement souscrites par les contribuables, pratique dont bénéficierait tout contribuable qui serait en défaut, propose de porter de cinq à dix ans le délai de prescription.

Des membres de la Commission ont fait observer que s'ils étaient, en principe, d'accord avec M. Hallet, ils estimaient ne pas pouvoir adhérer complètement à ses conclusions la discussion devant, si la prescription était portée à dix ans, s'établir fréquemment entre l'Administration et les héritiers du contribuable. Ils ont proposé de limiter l'augmentation du délai aux cas de fausse déclaration et au cas d'absence de déclaration.

Cette opinion a été admise par votre Commission.

Votre Commission se basant sur la jurisprudence qui existait en matière de taxe sur les revenus et profits réels estime qu'il y a fraude, notamment en cas de dissimulation intentionnelle d'une somme assujettie à l'impôt.

Elle vous propose donc d'amender comme suit le texte de l'article 74.

« Au cas de non paiement de taxes, du chef d'absence de déclaration ou de déclaration fausse, l'impôt éludé pourra être réclamé ou rappelé pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

» *Ce délai est réduit à cinq ans en cas de non paiement des taxes du chef de déclaration inexacte ou incomplète.* »

Les votes émis sur chacun des articles de la proposition de loi déposée par M. Hallet ont amené votre Commission spéciale à ne pas émettre de vote d'ensemble sur cette même proposition.

Le Rapporteur

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



(ANNEXE AU N° 510.)

(BIJLAGE VAN N° 510.)

PROPOSITION DE LOI

apportant certaines modifications aux lois coordonnées du 24 octobre 1919 et du 3 août 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global.

Texte proposé
par la Section centrale spéciale.

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications ci-après sont apportées aux lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 30 octobre 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global :

ART. 25. — Le texte suivant est ajouté à l'avant-dernier paragraphe :

« pour le cas où la population de
» cette commune est plus élevée
» que celle du domicile. »

ART. 42. — L'alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

Pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, le minimum exempté en vertu de l'article 41 est augmenté d'un cinquième.

L'alinéa 2 est supprimé.

ART. 74. — L'alinéa 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes :
Au cas de non paiement de taxes,

WETSVOORSTEL

waarbij wijzigingen worden gebracht in de samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen.

Tekst door de bijzondere Middenafdeeling voorgesteld.

EENIG ARTIKEL.

De navolgende wijzigingen worden gebracht in de samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen :

ART. 25. — De navolgende tekst wordt aan de voorlaatste paragraaf toegevoegd :

« voor het geval dat de bevolking
» dezer gemeente die der
» woonplaats overschrijdt. »

ART. 42. — Lid 1 wordt gewijzigd als volgt :

Voor elk familielid, dan ten laste van den belastingplichtige is op 1 Januari van het jaar van den aanslag, wordt het krachtens artikel 41 vrijgestelde minimum verhoogd met een vijfde.

Lid 2 wordt weggelaten.

ART. 74. — Lid 1 wordt door de navolgende bepalingen vervangen :
Bij niet-betaling van belastingen,

du chef d'absence de déclaration ou de déclaration fausse, l'impôt éludé pourra être réclamé ou rappelé pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Ce délai est réduit à cinq ans en cas de non paiement des taxes du chef de déclaration inexacte ou incomplète.

wegens niet gedane aangifte of valsche, onnauwkeurige of onvolledige aangifte, kan de ontdoken belasting worden gevorderd of nagevorderd gedurende tien jaar van of het jaar dat zijn naam aan het dienstjaar geeft.

Die tijdruimte wordt tot vijf jaar verminderd in geval van niet-betaling der belastingen wegens onnauwkeurige of onvolledige aangifte.

(A)

(N^o 510.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1920-1921.

Wetsvoorstel

waarbij wijzigingen worden gebracht in de samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

De heer Hallet en zijne vrienden hebben op 23 Februari 1921 op het bureel der Kamer een wetsvoorstel neergelegd tot wijziging van de samengeordende wetten van 20 October 1920 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van de belasting op het inkomen.

De nieuwe teksten, door den heer Hallet en zijne collega's voorgesteld, zijn talrijk ; werden ze aangenomen dan zou daardoor 't huidig belastingstelsel grondig gewijzigd worden.

De heer Hallet vraagt sommige lasten, die drukken op de bezitters van geringe inkomsten te verlichten ; de vaste belasting van 12 frank verschuldigd door den belastingplichtige die geheel of gedeeltelijk is vrijgesteld van de bedrijfsbelasting, wordt opgeheven ; anderzijds, hetzij om het deficit, gevolg van 't eventueel aannemen van zijne amendementen, te dekken, hetzij om de belastingwet meer te doen opbrengen dan wat in de begroo-

(1) Wetsvoorstel' n^o 126.

(2) De Bijzondere Middenafdeeling bestond uit ;

a) De Leden der Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) Zes leden door de Afdeelingen benoemd : de heeren Masson, Van Cauwenbergh, Braun, Brifaut, Cousot en Hallet.

ting werd voorzien, worden talrijke bepalingen van de belastingwet verscherpt.

De heer Hallet heeft zeer juist het doel, door hem en zijne medeondertekenaars beoogd, saamgevat waar hij in zijne toelichting zegt dat, « naar » luid van de huidige wet, aangezien de geringe lieden zwaar belast worden, terwijl de rijke lieden het niet genoeg zijn. »

» Wij zijn van meening dat de wet volstrekt moet verbeterd worden, » derwijze dat het bestaansminimum geheel gevrijwaard zij en dat, anderzijds, de burgers, die aanzienlijke inkomens bezitten, meer worden belast.»

Het onderzoek van het wetsvoorstel van den heer Hallet werd door de Kamer toevertrouwd aan de Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen, zetelend als Bijzondere Commissie door toevoeging van de leden der Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel tot vestiging van nieuwe fiskale geldmiddelen (Stukken der Kamer, n^o 296 van het zittingsjaar 1920-1921).

Eerst nadat het onderzoek van dit laatste was afgelopen heeft uwe Bijzondere Commissie het onderzoek aangevat van het wetsvoorstel van den heer Hallet. De meerderheid van de leden dezer Commissie oordeelden dat het niet paste wijzigingen te brengen aan het belastingstelsel gevestigd door de samengeordende wetten van 20 October 1919 en van 3 Augustus 1920, op het oogenblik waarop de inning van die belasting begonnen is en te worstelen heeft met al de moeilijkheden die voortspruiten uit de toepassing der nieuwe beginselen. Zij heeft nochtans niet stelselmatig al de bepalingen van het voorstel Hallet verworpen, omdat zij denkt dat hare besluiten en hare toegevingen op sommige bepalingen het onderzoek zouden kunnen vergemakkelijken van het wetsontwerp tot het heffen van nieuwe belastingen, waarvan eenige punten zijn behandeld en die tot hiertoe niet de goedkeuring mochten wegdragen van al de leden der Kamer.

Om die reden komen er in dit verslag, dat ik de eer heb u te onderwerpen namens de Bijzondere Commissie, geene algemeene beschouwingen voor, en geeft het enkel de verklaring van de stemming over elk artikel van het voorstel Hallet.

I.

Het opmaken van een borderel bij de aanbieding van coupons, enz., ter inkasseering (art. 25 van den samengeordenden tekst).

Zooals de Kamer zich herinneren zal, werd bij het wetsontwerp door de Regeering in 1919 ingediend, het overleggen van een borderel voorzien.

De heer Hallet stelt voor terug te komen tot deze regeling welke hij acht als zijnde het eenig doeltreffend middel om het bedrog te beletten.

Zijn voorstel werd echter niet aangenomen.

De meerderheid der leden hebben deze houding aangenomen op grond van de navolgende beschouwingen.

Tweemaal reeds werd het voorstel betreffende het verplichte borderel door de Wetgevers verworpen.

Tegen dezen maatregel werd aangevoerd dat hij aanleiding geven zou tot bezwaren die, ofschoon niet onoverkomelijk zijnde, niettemin de zaken en de verhandelingen zouden belemmeren zonder de gewenschte uitkomsten op te leveren. Sedertdien werd deze meening door een nieuw feit bekrachtigd: het wetsontwerp betreffende de buitenbezitstelling der titels aan toonder doelde op de titels uitgegeven door den Staat, de Provinciën en de Gemeenten. De toepassing daarvan moest noodzakelijkerwijs de formaliteit van het borderel voor gevolg hebben. Nu, uit de opmerkingen van de Thesaurie is gebleken, dat dergelijke maatregel van aard was, de winst van de verrichting in ruime mate te verminderen. Om die reden heeft de Senaat de wet teruggezonden naar de Kamer die tegenover dezen feitelijken toestand zich eenparig heeft onderworpen. Voegen wij eraan toe, dat Frankrijk, waar de contrôle van den fiscus veel strenger is dan hier, van het borderel heeft afgezien. De fiscus, is, overigens, voldoende gewapend om, desgevallend, het bedrog te onderscheppen.

II.

Keuze van de gemeente waarvan het bevolkingscijfer het bedrag bepaalt van de inkomsten welke door de bedrijfsbelasting niet worden getroffen.
(Art. 25, lid. 6.)

De bepaling van het inkomen dat, om een minimum van bestaansmiddelen toe te laten, niet door de bedrijfsbelasting wordt getroffen, wordt geregeld door tal van bepalingen der samengeordende wet.

Art. 25, lid 6, bepaalt inzonderheid dat het vrijgestelde minimum vastgesteld wordt met inachtneming van de bevolking der gemeente waar de schatplichtige zijn bedrijf uitoefent.

De heer Hallet doet opmerken dat door deze beschikking de schatplichtige benadeeld wordt telkenmaal dat hij zijne woonplaats heeft in eene gemeente die volkrijker is dan die waar hij zijn bedrijf uitoefent. Het vrijgestelde deel van zijn inkomen is geringer dan dat zijner werkmakkers die hun bedrijf uitoefenen in de gemeente zelf waar zij verblijven; anderdeels draagt deze schatplichtige al de lasten welke voortspruiten uit het verblijf in eene volkrijk midden; daarenboven heeft hij nog kosten van verplaatsing.

Om te vermijden dat zulks voortaan nog het geval weze, stelt de heer Hallet voor den tekst van alinea 6 van artikel 25 aan te vullen.

Deze alinea zou dus luiden als volgt :

« Voor de bedrijfsbelasting wordt het vrijgestelde minimum bepaald met » inachtneming van de bevolking der gemeente, waar het bedrijf wordt » uitgeoefend voor het geval dat de bevolking dezer gemeente die der woon- » plaats overschrijdt ».

Het amendement van den heer Hallet werd door uwe Bijzondere Commissie aangenomen en wordt u ter goedkeuring voorgelegd.

Met dien verstande wordt, overigens, de wet reeds toegepast; geen bezwaar hoegenaamd van practischen aard is dus te vreezen.

III.

Afschaffing van de eens voor al vastgestelde belasting voor de schatplichtigen, van de bedrijfsbelasting geheel of gedeeltelijk vrijgesteld (art. 25, lid 7).

De bedrijfsinkomsten van een schatplichtige worden dus, krachtens de samenverbonden artikelen 25 en 41 der wet, min of meer vrijgesteld volgens de aanzienlijkheid der gemeente waar de schatplichtige hetzij zijne woonplaats heeft, hetzij zij beroep uitoefent. De vrijstelling is echter niet volledig : van de inkomsten die geheel of gedeeltelijk vrijgesteld zijn wordt jaarlijks eens en voor al eene belasting van 12 frank geheven.

De heer Hallet en de mede-onderteekenaars van zijn voorstel vragen eene tweevoudige wijziging in den samenhang van deze bepalingen.

De eerste dezer wijzigingen staat ook in verband met artikel 25 der samengeordende wetten ; de heer Hallet vraagt de weglating der laatste alinea van het artikel waardoor juist de forfaitaire belasting wordt vastgesteld. Hij steunt zijne meening op grond van het feit, dat toen in 1920 de wetgever deze afhouding bepaalde, hij het bedrijfsinkomen geheel noch gedeeltelijk heeft getroffen en dus feitelijk het minimum van de bestaansmiddelen niet heeft vrijgesteld, maar wel eene gematigde belasting heeft ingevoerd. Andere leden van de Commissie hebben, ofschoon zij het eens zijn met den heer Hallet, niettemin aangenomen, dat heden ten dage ieder burger in beginsel zijn deel moet nemen in de belastingen ; doch, voegen zij er bij, de som van 12 frank overtreft de middelen van talrijke schatplichtigen die slechts kunnen betalen wanneer het bureau van weldadigheid ze tegemoetkomt.

De meerderheid der leden van uwe Commissie, overwegende dat in beginsel eene gansche reeks schatplichtigen niet geheel kan worden vrijgesteld van de belasting ; dat de betaling van de forfaitaire belasting ten hoogste 1 frank per maand eischt ; dat nieuwe vrijstellingen zullen worden voorgesteld ten gunste van de talrijke gezinnen, heeft het amendement Hallet niet aangenomen.

Er dient, trouwens, te worden aangemerkt dat, zooals eertijds, de belasting niet van de behoeftigen wordt geëischt.

IV.

Forfaitaire vaststelling van het inkomen voortspruitend uit de landbouwondernemingen.

Het inkomen als opbrengst van de landbouwondernemingen werd in 1919, na drukke besprekingen, voor goed vastgesteld, op het dubbel van het kadastraal inkomen zooals dit inkomen werd gevestigd door artikel 5 der samengeordende wetten.

De heer Hallet beweerde dat deze bepaling eene onbillijke begunstiging is van de ondernemers der landbouwbedrijven waarvan de winsten aanzienlijk moeten zijn wegens den prijs der eetwaren ; hij heeft dus

voorgesteld het eens vooral vastgesteld inkomen op het viervoud te brengen van het kadastraal inkomen, en in dien zin de slotalinea van § 2 van artikel 27 te wijzigen.

Uit de bespreking over dit amendement van den heer Hallet bleek dat het niet aanging het bedrag van het voorgoed vastgesteld inkomen te wijzigen.

Uwe Commissie sloot zich aan bij die oplossing. In sommige gedeelten van het land is het kadastraal inkomen vastgesteld door het beheer hooger dan het werkelijk inkomen; dus zijn al de belanghebbende belastingplichtigen niet gelijkelijk belast, en de verhooging van het forfait zou een groot getal onder hen benadeelen. Anderzijds heeft uwe Commissie vernomen dat de administratie, met de hulp der belanghebbenden, een stelsel van schatting der landbouwwinsten onderzocht; alvorens te beslissen dient men dus het resultaat van dit onderzoek af te wachten, vooral daar er geen gelijkvormige grondslag voor de taxatie bestaat over het geheele land.

V.

Recht, voor die de inkomens verschuldigd is, het bedrag der bedrijfsbelasting af te houden van het inkomen.

Artikel 25, 2^o, van de samengeordende wet bepaalt dat de bedrijfsbelasting wordt geheven: van de verscheidene wedden der openbare en private ambtenaren en bedienden, van de loonen, de pensioenen en van sommige lijfrenten.

Artikel 31, § 3, voegt er bij: dat de belasting verschuldigd is door de burgers wegens verschuldigd zijn van boven vermelde inkomens en besluit dat de belastingplichtige het recht heeft het bedrag van de belasting af te trekken van het inkomen.

De heer Hallet hield staande dat het behouden van deze bepalingen niet te billijken was, dat de werkman en de bediende niet mochten verdacht worden de belasting niet te willen betalen, dat dus het afhouden van de wedde op het loon eene vernederende en niet te wettigen voorzorg was. Hij meende dat de bediende en de werkman moesten behandeld worden als elk ander belastingplichtige; dat zij even vrij waren de belasting te betalen op het oogenblik dat zij kiezen, wanneer ze maar de wettelijke termijnen eerbiedigden; dat de voorafgaande afhouding slechts zou te wettigen zijn wanneer de niet-betaling binnen de wettelijke termijnen werd medegedeeld door den ontvanger der belastingen aan die het inkomen verschuldigd is.

Het amendement door den heer Hallet ingediend werd door uwe Commissie niet aangenomen.

Zij heeft de bespreking die plaats had in 1919 en in 1920 niet willen herbeginnen, omdat zij oordeelde dat het onmogelijk was aan de ontvangers der belastingen, reeds te zeer in beslag genomen door de toepassing der nieuwe belastingwetten, de taak op te leggen al de patroons te verwittigen wier werklieden of bedienden hunne belastingen niet zouden betaald hebben, vooral wanneer op het oogenblik dat dit bericht wordt verzonden

men misschien nog zal moeten onderzoeken wie de patroon van den in gebreke blijvenden belastingplichtige is.

Sedert verscheidene maanden geschiedt het afhouden van de belasting zonder moeilijkheden, en zij wordt toegepast niet alleen op de werklieden, maar ook op de magistraten, de officieren, de ambtenaren, de openbare en private bedienden, enz.

VI.

Bepaling van het bedrag der cedulaire belastingen.

De heer Hallet en de medeondertekenaars van zijn voorstel hebben aanzienlijke verhoogingen van het bedrag dezer belastingen voorgesteld.

De leden der Middenafdeeling, die voorstander waren van het voorstel-Hallet, deden gelden, dat de behoeften van het land buiten verhouding waren tot de mogelijke opbrengst der nieuwe belastingen; dat de last aan de Belgische schatplichtingen opgelegd minder zwaar was dan die welke bij onze naburen wordt geëischt; dat de ontheffingen welke zij hoopten te zien aangenomen worden, eene verhooging van belastingen eischten bij de burgers met aanzienlijke inkomsten. Deze leden hebben er echter vooral op aangedrongen, dat zij de belasting van overdracht, door de Regeering voorgesteld, bestreden, omdat deze eene verbruiksbelasting was; dat zij het aan land de ontbrekende geldmiddelen wilden verzekeren, indien deze belasting door de Kamer werd verworpen. Zij voegden en niettemin aan toe dat, zoo eene verhooging van de cedulaire belastingen en van de supertaxe niet nadrukkelijk werd verworpen, er kans bestond om den onverzetsbaren tegenstand welke in sommige middens tegen de belasting van overdracht werd gevoerd, zooniet te doen verdwijnen dan toch te doen verminderen.

Tal van leden uwer Commissie hebben de voorgestelde verhoogingen bestreden. Zij waren van gevoelen dat voorstellen tot verhooging moesten uitgaan van de Regeering die de verantwoordelijkheid van den geldelijken toestand draagt en in alle geval het middel behouden moest om het waarschijnlijk tekort der komende begrootingen te dekken. Sommigen onder hen waren van meening dat eene verhooging van de grondbelasting onmogelijk was, omdat al te dikwijls het kadastraal inkomen het werkelijk inkomen te boven gaat. Anderen wezen op de practische onmogelijkheid, de belasting op de roerende goederen in het algemeen te verhoogen zonder eene verhooging van den interest van het geld voor gevolg te hebben. Schier allen hebben aangedrongen op het feit, dat de machtiging welke aan de gemeenten waarschijnlijk zal verleend worden om opcentiemen te heffen, ten slotte een te aanzienlijk deel van alle inkomen ten voordeele van de gemeenschap zou opslorpen.

De algemeene behandeling heeft den heer Hallet er toe gebracht nieuwe voorstellen te doen, welke eene meerderheid in uwe Commissie hadden kunnen vinden en beter het debat over de belasting van overdracht voorbereiden. Uwe Commissie heeft de volgende beslissingen genomen :

Grondbelasting.

Op artikel 33 heeft de heer Hallet afgezien van de door hem voorgestelde verhooging van 10 t. h. en in de plaats eene verhooging van 5 t. h. voorgesteld, welke alleen aan den Staat zou ten goede komen; deze zou aldus over eene bijkomende ontvangst van 75 miljoen beschikken.

Het voorstel werd verworpen met 9 stemmen tegen 3; de meerderheid was van gevoelen dat ingevolge van de overdreven raming van het kadastraal inkomen, de betaalde belasting reeds 15 t. h. van het werkelijk inkomen bereikte. Andere leden hebben er eens en voorgoed op gewezen dat zij de voorgestelde verhooging van de belastingen van de hand wezen om de geheele vrijstelling voor sommige klassen van burgers toe te laten.

Belasting op de roerende goederen.

De algemeene verhooging van 10 t. h. door den heer Hallet voorgesteld op §1 van artikel 33 werd bestreden op grond van de volgende redenen: eene hogere afhouding van de koepons van aandeelen zal de waarde der titels doen dalen, waarde die in verhouding staat tot de inkomsten. Nu, niet zelden worden de aandeelen in pand gegeven; — het publiek dat voor zijn kapitaal een bepaalden interest wil bekomen, den obligatiekoepon hooger aanslaan, zal er toe geraken de geldhuur te verzwaren; — sommige openbare fondsen zijn van de belasting vrijgesteld; — de belasting moet behouden worden op 2 t. h. van de inkomsten bedoeld bij § 2 van artikel 34; — kortom, uit de tabel van de belastbare inkomsten van oerende goederen, tabel door den heer Houtart ingelascht op bladz. 3 van zijn verslag over de begroting van 's Landsmiddelen (*Kamerstukken 1920-1921, n^r 408*), blijkt dat de algemeene verhooging onmogelijk is.

Deze beschouwingen hebben den heer Hallet er toe gebracht zijn eersten tekst te vervangen door de volgende bewoordingen:

Aan artikel 34, § 1, toe te voegen een lid 2 luidende als volgt:

De belasting wordt verhoogd met 2 t. h. ten bate van den Staat voor de inkomsten van aandeelen en obligatiën in de Belgische Maatschappijen op aandeelen en voor de interesten van het kapitaal belegd in de nijverheids- en landbouwondernemingen welke anders dan door maatschappijen op aandeelen in bedrijf worden genomen.

Deze tekst werd met 6 stemmen tegen 6 verworpen.

Bedrijfsbelasting.

De heer Hallet heeft zijn eersten tekst vervangen door den volgenden tekst, die § 2 van artikel 33 zou vervangen:

« Het bedrag, met inbegrip van de aandeelen der provinciën en der » gemeenten, wordt op 2 t. h. bepaald voor de eerste reeks en vermeerderd » trapsgewijze met een ten honderd voor elke nieuwe reeks tot een inkomen » van 21,000 frank ingesloten. Boven dit cijfer bedraagt de vermeerdering » een half ten honderd voor elke nieuwe reeks, zonder twintig ten honderd » te mogen overschrijden. »

Uwe Commissie heeft tegelijkertijd de verhooging van het bedrag der supertaxe en de verhooging van het bedrag der bedrijfsbelasting besproken.

De leden van de Commissie, voorstanders van de verhooging, hebben hunne meening verdedigd met in het licht te stellen dat de verhooging van de belasting, voor de belastingplichtigen die groote fortuinen bezitten, eene vollediger gelijkheid schiep ten aanzien der lasten opgelegd aan de verschillende categorieën van belastingplichtigen; — dat zij uitsluitend de laatste reeksen van de aanzienlijkste fortuinen troffen, daar deze over het algemeen gebruikt worden voor het aanschaffen van wat men gewoonlijk noemt « het overtollige »; — dat een ontvangen inkomen, dat niet de vrucht was van arbeid, zwaarder mocht belast worden dan het inkomen dat de bezoldiging is van eender welken arbeid waaruit de gemeenschap nut trekt.

De andere leden van de Commissie deden gelden dat het bedrag van de belasting reeds was verhoogd geworden sedert de wet voor 't eerst werd goedgekeurd in 1919; dat het hun onmogelijk was jaarlijksche verhoogingen van dit bedrag aan te nemen, omdat men er op dien weg zou kunnen toekomen zekere inkomens heelemaal op te eischen; dat men, door aan den belastingplichtige niet den waarborg te schenken dat hij vrijelijk zal kunnen beschikken over een gedeelte van zijn inkomen, de neiging tot sparen, de inspanning om zijn kapitaal te vermeerderen bij hem zal doen verdwijnen. Zij voegden er bij dat alleen eene tamelijk nauwkeurige aanduiding van de lasten die op de fortuin drukken het bedrag kan vermijden en eene goede opbrengst van de belasting verzekeren. Zij wezen ten slotte op het hooge bedrag van sommige belastingen; voor een inkomen van 170,000 frank betaalt men 23,850 frank supertaxe, en voor een inkomen van 300,000 frank, 62,850 frank, buiten de cedulaire belastingen die gewoonlijk 10 t. h. bereiken.

De tekst voorgesteld door den heer Hallet werd verworpen met 9 stemmen tegen 3.

Bedrijfsbelasting van de maatschappijen.

Om gelijkaardige redenen als deze hooger uiteengezet, werden de voorgestelde verhoogingen verworpen met 9 stemmen tegen 3.

VII.

Vrijstelling van de bedrijfsbelasting en van de supertaxe (art. 41).

De heer Hallet, zooals ik het heb uiteengezet in § III van dit verslag, wilde het volledig genot van het inkomen, dat noodig geoordeeld wordt als bestaansminimum, waarborgen door middel van eene dubbele reeks wijzigingen toegebracht aan de teksten der samengeordende wetten.

De eerste reeks werd hooger uiteengezet; hier is de plaats voor het onderzoek van de tweede reeks.

Uit den saamgevoegden tekst der artikelen 25 en 41 der samengeordende wetten, blijkt, dat volgens de belangrijkheid der bevolking van de gemeenten bewoond door de belastingplichtigen, de vrijgestelde minima-inkomsten 1,800 tot 3,000 frank bedragen.

De heer Hallet heeft voorgesteld deze minima te verhoogen en ze te doen schommelen tussehen 4,000 en 6,000 frank.

De heer Hallet verdedigde zijne meening door te doen opmerken dat de wet van 1920 niet de leemte heeft aangevuld die bestond in de wet van 1919. Deze onthief alleen van de supertaxe de inkomens beneden 6,000 frank. Welnu, de wet van 1920 heeft slechts eene ontlasting van de bedrijfsbelasting en van de supertaxe aangenomen voor de inkomens beneden 3,000 fr., terwijl een minimum van 6,000 frank bij voorbeeld altijd noodig is om het bestaansminimum te verzekeren van een gezin van vier personen in eene stad van meer dan 60,000 inwoners. Hij legde er nog den nadruk op door te doen opmerken dat de Koninklijke besluiten, bij toepassing van de bepalingen van § 5, lid 2 van artikel 41, sommige gemeenten in eene hoogere reeks dan deze van hunne bevolking hebben geplaatst.

De meerderheid der leden van de Commissie hebben het amendement van den heer Hallet verworpen. Hunne houding steunt op volgende beschouwingen :

1^o De onmogelijkheid nu reeds te bepalen wat de normale levensduurte is, vergt dat het bedrag van het bestaansminimum door de wet tamelijk laag worde gesteld, om, zoo dit minimum hooger werd, eene herziening van de wet te vermijden elken keer dat de levensduurte zal verminderen; des te meer daar de rangschikking van de gemeenten bij Koninklijk besluit kan gewijzigd worden;

2^o Eenparig heeft de Commissie, ten gunste van de talrijke gezinnen, eene wijziging aangenomen in den tekst van artikel 42 der samengeordende wetten.

De bespreking over deze wijziging is hierna beknopt samengevat.

Artikel 42 luidt :

« Voor elk familielid dat ten laste van den belastingplichtige is op » 1 Januari van het jaar van den aanslag, wordt het krachtens artikel 41 » vrijgestelde minimum verhoogd met een tiende.

» Deze verhooging wordt verdubbeld voor de vrouw en voor elk kind » dat op voormelden datum meer dan 8 jaar oud is. »

« Is de belastingplichtige weduwnaar of weduwe, dan wordt die » verhooging met de helft vermeerderd voor elk te zijner laste zijnden » persoon. »

Welnu, uwe Commissie oordeelt dat de voorzienene vrijstellingen onvoldoende zijn wanneer men ze vergelijkt met deze die het gezinshoofd persoonlijk geniet, zelfs wanneer hij niet den minsten gezinslast heeft. Zij begrijpt vooral niet dat de verhooging slechts vermeerderd wordt wanneer het kind den leeftijd van 8 jaar heeft overschreden; het kind van minder dan 8 jaar gaat reeds naar school, en zelfs daarvoor kosten zijn voeding en onderhoud slechts zeer weinig. In elk geval schijnt eene zeer belangrijke ontlasting

wegens gezinslasten des te meer noodzakelijk naarmate dat de aanneming van eene belasting wegens overdracht meer waarschijlijk wordt. Uwe Commissie stelt dus voor :

- 1° In lid 1 van artikel 41 het tiende te vervangen door het vijfde ;
- 2° Lid 2 van dit artikel te doen wegvallen.

Het bedrijfsinkomen dat zou ontlast worden voor een gezin samengesteld uit vader, moeder en twee kinderen, zou dus beloopt tot 2,800 frank (1,800 + 560 + 2 × 560) wanneer het gezin woont in een gemeente van minder dan 5,000 inwoners, tot 4,800 frank (3,000 + 600 + 2 × 600) wanneer zij woont in eene gemeente van meer dan 50,000 inwoners.

Om de belangrijkheid van deze vrijstellingen, die in de toekomst zouden toegestaan worden, juist te begrijpen, mag men niet vergeten dat het bedrag van het inkomen, waarop de belasting zal berekend worden, niet het bruto inkomen is, maar het netto fiscaal inkomen, d. i. het geïnkasseerde inkomen verminderd met één tiende wegens bedrijfslasten, bij toepassing van artikel 25, § 3, van de samengeordende wetten.

In feite komen dus 4,800 frank overeen met omtrent 5,400 frank, en 2,800 frank met 3,400 frank.

VIII.

Bepaling van het bedrag der supertaxe.

De verhooging van het bedrag voorgesteld door den heer Hallet, werd door uwe Commissie verworpen met 9 stemmen tegen 5 om hooger aangehaalde redenen.

IX.

Vaststelling van de supertaxe.

De tekst waarbij de heer Hallet voorstelde den tekst van artikel 49 der wet aan te vullen werd door hem zelf teruggetrokken.

X.

Rechten en voorrechten van 's Rijks Schatkist in zake invordering.

Artikel 74 luidt : « Bij niet-betaling van belastingen, wegens niet gedane » aangifte of valsche, onnauwkeurige of onvolledige aangifte, kan de ont- » doken belasting worden gevorderd of nagevorderd gedurende vijf jaar » vanaf den 1^{er} Januari van het jaar dat zijn naam aan het dienstjaar geeft... »

De heer Hallet stelt voor den termijn van verjaring, van vijf op tien jaar te brengen op grond van volgende beschouwing : de toepassing van de nieuwe wet zal van de bestuursbeambten zooveel werk eischen dat eene onmiddellijke of latere contrôle over de aangiften welke thans door de schatplichtigen worden ingediend, niet mogelijk wezen zal, waaruit ieder schatplichtige die in gebreke is, voordeel zou trekken.

Leden van de Commissie deden opmerken dat, ofschoon in beginsel het eens zijnde met den heer Hallet, zij niettemin niet volkomen konden instemmen met zijn besluit, vermits, zoo de verjaring op tien jaar wordt gebracht, het Bestuur herhaaldelijk in betwisting zal komen met de erfgenamen van den schatplichtige. Zij hebben voorgesteld den termijn slechts dan te verlengen wanneer de aangifte valsch was of geene aangifte hoegenaamd werd gedaan.

Deze meening werd door uwe Commissie gedeeld.

Op grond van de rechtspraak welke bestond in zake werkelijke inkomsten en winsten is uwe Commissie van gevoelen dat er, namelijk, bedrog bestaat ingeval eene belastbare som met opzet wordt verborgen.

Zij stelt u dus voor den tekst van artikel 74 te wijzigen als volgt :

« Bij niet-betaling van belastingen, wegens niet gedane aangifte of valsche »
» aangifte, kan de ontdoken belasting worden gevorderd of nagevorderd »
» gedurende *tien* jaar van af het jaar dat zijn naam aan het dienstjaar »
» geeft.

» *Die tijdruimte wordt tot vijf jaar verminderd in geval van niet-betaling* »
» *der belastingen wegens onnauwkeurige of onvolledige aangifte.* »

Naar aanleiding van de stemmingen, afzonderlijk uitgebracht op elk der artikelen van het door den heer Hallet ingediende wetsvoorstel, heeft uwe Bijzondere Commissie niet gestemd over geheel dit voorstel.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



PROPOSITION DE LOI

apportant certaines modifications aux lois coordonnées du 24 octobre 1919 et du 3 août 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global.

—
 Texte proposé
 par la Section centrale spéciale.
 —

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications ci-après sont apportées aux lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 30 octobre 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global :

ART. 25. — Le texte suivant est ajouté à l'avant-dernier paragraphe :

« pour le cas où la population de
 » cette commune est plus élevée
 » que celle du domicile. »

ART. 42. — L'alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

Pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, le minimum exempté en vertu de l'article 41 est augmenté d'un cinquième.

L'alinéa 2 est supprimé.

ART. 74. — L'alinéa 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes :
Au cas de non paiement de taxes,

WETSVOORSTEL

waarbij wijzigingen worden gebracht in de samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen.

—
 Tekst door de bijzondere Middenafdeeling voorgesteld.
 —

EENIG ARTIKEL.

De navolgende wijzigingen worden gebracht in de samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen :

ART. 25. — De navolgende tekst wordt aan de voorlaatste paragraaf toegevoegd :

« voor het geval dat de bevolking dezer gemeente die der woonplaats overschrijdt. »

ART. 42. — Lid 1 wordt gewijzigd als volgt :

Voor elk familielid, dan ten laste van den belastingplichtige is op 1 Januari van het jaar van den aanslag, wordt het krachtens artikel 41 vrijgestelde minimum verhoogd met een vijfde.

Lid 2 wordt weggelaten.

ART. 74. — Lid 1 wordt door de navolgende bepalingen vervangen :
Bij niet-betaling van belastingen,

du chef d'absence de déclaration ou de déclaration fautive, l'impôt éludé pourra être réclamé ou rappelé pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Ce délai est réduit à cinq ans en cas de non paiement des taxes du chef de déclaration inexacte ou incomplète.

wegens niet gedane aangifte of valsche, onnauwkeurige of onvolledige aangifte, kan de ontdoken belasting worden gevorderd of nagevorderd gedurende tien jaar van af het jaar dat zijn naam aan het dienstjaar geeft.

Die tijdruimte wordt tot vijf jaar verminderd in geval van niet-betaling der belastingen wegens onnauwkeurige of onvolledige aangifte.